

FORUM DE LA SOCIETE CIVILE POUR LA DEMOCRATIE

DECLARATION N°005/2014

L'an deux mille quatorze, le 08 du mois d'octobre s'est tenue dans la résidence du Haut Commissariat de Grande Bretagne au Cameroun de Yaoundé, à la suite des assises du 09 septembre dans la salle de Conférence de l'Ambassade des Etats Unis, la 26eme assemblée générale du Forum de la société Civile pour Démocratie.

Au cours des assises du 08 octobre, le Forum a débattu sur un certain nombre de sujets d'actualité, tous pouvant influencer sur l'évolution du processus démocratique. Il s'agit entre autres :

- De la menace à l'unité nationale et des violations graves des droits de l'homme du fait de la guerre contre Boko Haram,
- De la situation des droits de l'Homme, notamment les décisions d'exclusion des leaders de l'ADDEC (Association pour la Défense des Droits des Etudiants) des universités d'Etat ou de l'Université de Yaoundé 1 par le Ministre de l'Enseignement Supérieur (MINESUP)

A. De la menace à l'unité nationale et des violations graves des droits de l'homme du fait de la guerre contre Boko Haram

Considérant les agressions de la secte islamiste Boko Haram sur le territoire camerounais,

Considérant que les actes de cette bande terroriste ont plongé une grande partie du Cameroun dans une situation d'insécurité incommensurable,

Prenant acte de la déclaration de guerre du Président de la République- chef suprême des armées du Cameroun contre Boko Haram,

Considérant l'instrumentalisation ethno-tribale de la crise par une élite politico-administrative

Considérant qu'une pareille instrumentalisation constitue une menace grave à la cohésion sociale et à l'unité nationale,

Constatant de ce fait que les prises de position de certains officiels entretiennent la confusion quant à la nature de la menace et l'origine des auteurs : existe-t-il une rébellion armée dans la partie septentrionale du pays ou alors sommes-nous sous la menace de Boko Haram,

Considérant que cette crise, si elle perdure, est de nature à plomber considérablement le processus démocratique au Cameroun,

Constatant que des populations de la région de l'Extrême Nord sont de plus en plus victime de violations graves de leurs droits au motif de la lutte contre Boko Haram (arrestations et détentions arbitraires, atteinte à la liberté de circulation, séquestration de fait des populations et atteinte à la dignité humaine).

Le Forum de la Société Civile pour la Démocratie

- **Condamne avec fermeté la tournure ethno-identitaire que prend la lutte contre Boko Haram,**
- **Demande la cessation immédiate des violations des droits de l'homme de quelle que nature que ce soit sur les populations au motif de la lutte contre Boko Haram**
- Rappelle que «Aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de l'état de guerre ou de menace de guerre, d'instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception ne peut être invoquée pour justifier la torture. L'ordre d'un supérieur hiérarchique ou de toute autre autorité ne peut être invoqué pour justifier la torture.....» Article 132 bis alinéa 5(c) du code pénal camerounais

- Demande au Président de la République, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées des clarifications sur la nature et l'évolution de la « guerre » en cours dans le Grand Nord
- Exprime sa solidarité et soutien à l'ensemble des populations de l'Extrême Nord

B. Sur la Liberté d'expression/d'association
et la décision d'exclusion des étudiants responsables de l'ADDEC

Le Forum a pris connaissance des décisions du Ministre de l'Enseignement Supérieur portant exclusion des étudiants Batoum Thierry et Tchaleu Barthélémy qui sont par ailleurs responsables de l'ADDEC.

Le Forum, dont l'ADDEC est l'un des membres,

constate que cette décision du MINESUP est arbitraire et contraire à la législation en vigueur, **rappelle** que ces deux leaders ont par le passé mené une campagne citoyenne, en conformité avec les statuts de leur association et les lois de la République, dans le but de dénoncer l'existence des frais supplémentaires illégaux exigés des étudiants avant la délivrance de la Carte d'étudiant, notamment la somme de 6000 FCFA.

Au regard de la gravité de cette situation dont la principale conséquence est de mettre en péril le syndicalisme étudiant en général, et compromettre l'avenir de ces jeunes leaders étudiants,

Le Forum

- **Exige la levée immédiate et sans condition de cette mesure d'exclusion, et in fine la réhabilitation des étudiant Batoum et Tchaleu ;**
- **Exige la fin des violations des droits des étudiants dans les campus universitaires du Cameroun,**
- **Demande au Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires afin que cessent la corruption généralisée et l'arbitraire dans les institutions universitaires du Cameroun**

Enfin les associations membres du Forum, dénonce avec fermeté les mesures d'intimidation et les menaces sur les défenseurs des droits de l'homme.

Le Forum de la société civile est un regroupement pluri-associatif ayant en son sein des Associations, des Réseaux d'Associations, des GICs, des structures religieuses et parareligieuses, des Syndicats et des regroupements de journalistes, etc. Le forum se voudrait un cadre de rencontre, de réflexion et de construction d'idées communes ayant un trait à la citoyenneté, à la démocratie et à la gouvernance publique. Le Forum, tout en respectant les opinions et les filiations politiques des membres de ces organisations, se veut une structure non partisane n'ayant aucun penchant pour un candidat à une élection ou pour un parti politique.

Fait à Yaoundé le 08 octobre 2014

Pour le Forum,

Eric Tah Kaba
ACCOD
75523180

Cyrille Rolande Bechon
NDH-Cameroun
75447418

Fogue Fouguito
Positive-Generation
22036321

Pr Tigoufack
Solutions Cam
99853574